

## **Speech by Frank Biermann at a seminar in the European Parliament, 11 June 2008**

Frank BIERMANN

Professeur à l'Institute for Environmental Studies (Amsterdam)

<http://www.ivm.falw.vu.nl/>

Directeur du Global Governance Project

<http://www.glogov.org/>

TITRE : Nous sommes à l'origine du problème, nous devons le résoudre

Il est très important de clarifier les différences entre les réfugiés climatiques potentiels et les réfugiés politiques.

1) Les textes sur les réfugiés politiques prévoient que si la situation politique s'améliore, alors le retour est envisageable. Dans le cas des réfugiés climatiques, il s'agit de déplacements définitifs.

2) la Convention de Genève est fondée sur l'idée de persécution personnelle, sur des droits individuels. Dans le cas des réfugiés climatiques, on ne parle pas d'individus, mais de villages, de zones littorales, de villes, voire de provinces, de régions, ou même de nations entières. Ce sont donc des entités collectives qui sont en jeu ici.

3) à la différence des réfugiés politiques, les réfugiés climatiques sont prévisibles dans une certaine mesure. On ne peut pas prédire une guerre civile, ni une répression politique en 2020 ou 2030. Mais nous pouvons prévoir, dans les limites de nos études, quelles sont les zones de la planète où les gens subiront probablement le changement climatique et seront contraints de migrer. C'est une différence très importante pour la conception d'un mécanisme de gouvernance.

4) les réfugiés politiques ne sont pas responsables de leur maux, mais la responsabilité est régionale ou nationale. Dans le cas des réfugiés climatiques, la responsabilité incombe aux pays émetteurs. Il y a donc un lien juridique différent dans les deux cas.

Comme beaucoup, nous pensons qu'amender la Convention de Genève est politiquement infaisable, et que sa structure même n'est pas adéquate pour appréhender ce problème. D'autres agences comme le PNUE sont plus à même d'agir. Nous proposons donc un protocole qui serait ajouté à la Convention des Nations-Unies sur le changement climatique. Il concernerait la reconnaissance, la protection, et la réinstallation des réfugiés climatiques. Bien sûr il s'agit d'une vision à long terme, cela ne se serait pas négocié dans les quatre ou cinq ans à venir.

Ce protocole comprendrait une procédure décisionnelle spécifique, avec cinq principes :

1. La réinstallation planifiée. Pas simplement des camps d'accueil, mais une vision à long terme.

2- Les droits collectifs de ces populations, avec le principe d'un soutien international aux mesures nationales. C'est une différence importante par rapport à la Convention de Genève, où le réfugié est défini par le manque de soutien de la part des autorités de son pays.

3- un partage international du fardeau financier, qui établirait un lien avec l'article 3 de la Convention sur le changement climatique.

Un tel protocole permettrait de favoriser l'identification de certains villages, agglomérations, nations... De cette liste découlerait un certain nombre de droits et de mesures de soutien. C'est un processus éminemment politique, car toutes ces mesures seront extrêmement coûteuses.

Au plan financier, nous pensons qu'il est important d'établir une distinction entre deux types de réfugiés climatiques. Les pays affectés par la montée des mers pourraient négocier des accords pour que ce coût soit entièrement supporté par la communauté internationale, selon une formule de distribution qui serait à discuter. Mais pour d'autres types de causes, pas entièrement liées au problème climatique, il faudrait appliquer le principe d'un financement supplémentaire. Comment lever ces fonds ? Des idées de financement automatique, comme des taxes sur le transport aérien, méritent d'être explorées.

Il y a bien des problèmes délicats que nous n'avons pas abordé, mais ce n'est pas parce qu'il y a des problèmes que nous ne devons pas les résoudre. L'Europe a causé le problème dans une large mesure, et il est de sa responsabilité de proposer des solutions, avec les Américains et d'autres. Nous sommes à l'origine du problème, nous devons le résoudre.